

## **Jalons pour une nouvelle histoire de la sortie de guerre froide**

**Sophie Momzikoff**

### **L'auteur**

Sophie Momzikoff est agrégée d'histoire, maître de conférences en histoire contemporaine à Sorbonne-Université. Ses champs de recherche portent sur les experts internationaux soviétiques durant la guerre froide, les circulations scientifiques Est-Ouest et la gestion internationale et militaire de la sortie de guerre froide.

### **Résumé**

Cet article a pour objectif de proposer des jalons pour écrire une nouvelle histoire de la sortie de guerre froide. Appréhendée comme un processus aux rythmes variés selon les échelles, les secteurs et les acteurs, la sortie de guerre froide dépasse les bornes chronologiques quelque peu figées de 1989, 1990 ou de la chute de l'URSS fin 1991. La mobilisation de ce concept permet en outre d'analyser la gestion faite par la nouvelle Russie de la sortie de guerre froide et sa réintégration au système international. Par là même, c'est également toute une histoire internationale du post-soviétisme qui reste à construire.

**Mots clés :** guerre froide ; sortie de guerre ; historiographie ; Russie ; URSS.

### **Abstract**

The aim of this article is to pave the way for writing a new history of the end of the Cold War. Understood as a process of variable pace, depending on the scale, sector and actors, the end of the Cold War exceeds the rather rigid chronological limits of 1989, 1990 and the fall of the USSR in 1991. Mobilizing this concept moreover allows one to examine the manner in which Russia managed its exit from the Cold War and its reintegration into the international system. An entire international history of post-Sovietism thereby remains to be written.

**Key words:** Cold War ; War's End ; Historiography ; Russia ; USSR.

**Pour citer cet article :** Sophie Momzikoff, « Jalons pour une nouvelle histoire de sortie de la guerre froide », *Histoire@Politique*, n° 40, janvier-avril 2020 [en ligne : [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

Alors que le terme de « guerre froide » se réinvite périodiquement dans les médias, avec tous les clichés qu'il véhicule, pour décrire les tensions contemporaines entre les États-Unis et la Russie, le conflit en lui-même ne fait pas de nos jours l'objet d'un intérêt marqué du grand public, hormis peut-être dans les films ou les romans d'espionnage. L'URSS, quant à elle, inspire encore une certaine nostalgie en Russie, tandis qu'un grand nombre de ses codes culturels continuent de structurer en profondeur la société russe<sup>1</sup>. De manière générale, dans l'imaginaire collectif et dans de nombreux travaux sur lesquels nous reviendrons, on associe la fin de la guerre froide à la chute de l'Union soviétique, comme si les deux réalités étaient indissociables. Pourtant, le sentiment de fin de guerre froide précède le terme officiel de l'URSS. Le 21 novembre 1990, à l'issue de la conférence de Paris qui voit l'adoption de la « Charte de Paris pour une nouvelle Europe », le président français François Mitterrand déclare : « bloc contre bloc, n'en parlons plus ! (...) Nous entrons vraiment dans les temps nouveaux<sup>2</sup> ». Comment comprendre ce décalage entre perceptions contemporaines et mémoire ? L'objet de cet article n'est pas de dresser un bilan historiographique de la fin de la guerre froide, mais plutôt de montrer les limites de certaines approches. Nous verrons, dans un premier temps, que l'historiographie de la fin de la guerre froide s'est principalement bâtie autour de la question des causes ayant mené à son terme, une question polémique qui a suscité beaucoup de débats. Nous montrerons ensuite la pertinence d'envisager de nouvelles clés de lecture et explorerons les perspectives possibles de recherche ouvertes par la mobilisation du concept de « sortie de guerre », appliqué au cas de la guerre froide.

## **Les causes de la fin de la guerre froide. Histoire, mémoires et politique**

Comme l'affirme Jacques Le Goff, l'historien aime à « découper l'histoire en tranches<sup>3</sup> ». Ce séquençage, bien qu'artificiel, demeure malgré tout essentiel pour des questions de méthode. En ce qui concerne la guerre froide – un conflit qui ne fit l'objet d'aucune déclaration de guerre, et par voie de fait d'aucun traité de paix, où les deux principaux protagonistes ne s'affrontèrent jamais directement –, un certain flou entoure ses bornes chronologiques.

### **Une guerre froide, des guerres froides ? Quelles temporalités ?**

Le choix de cette limite temporelle est essentiel car, comme le souligne Pierre Grosser, « la périodisation de la guerre froide dépend de sa définition », laquelle fait elle-même l'objet d'approches multiples, selon que l'on considère que l'une des dimensions du conflit l'emporte sur l'autre<sup>4</sup>. Histoire longue d'une concurrence entre deux impérialismes, russe et anglo-saxon, pour les uns<sup>5</sup>, défi lancé à l'ordre mondial

---

<sup>1</sup> Laurent Coumel, Benjamin Guichard, Walter Sperling (dir.), « Présences du passé soviétique dans la Russie contemporaine », *Le Mouvement social*, 2017/3.

<sup>2</sup> <https://www.gouvernement.fr/partage/8627-21-novembre-1990-signature-de-la-charte-de-paris-pour-une-nouvelle-europe-mettant-fin-a-la-guerre> [lien consulté le 18/02/2020].

<sup>3</sup> Jacques Le Goff, *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?*, Seuil, coll. « La Librairie du XXI<sup>e</sup> siècle », 2014.

<sup>4</sup> Pierre Grosser, « La guerre froide, une périodisation impossible ? », *ATALA Cultures et sciences humaines*, n° 17, « Découper le temps - Actualité de la périodisation en histoire », 2014.

<sup>5</sup> T. G. Otte, « "A Very Internecine Policy". Anglo-Russian Cold Wars before the Cold War », dans Christopher Baxter, et alii (dir.) *Britain in Global Politics*, tome 1 : *From Gladstone to Churchill*, Basingstoke, Palgrave, 2013, p. 17-44.

occidental pour les autres<sup>6</sup>, ou encore, combat entre les démocraties et les régimes communistes... Les approches sont multiples et s'entrecroisent. L'historien américain John Lewis Gaddis va même jusqu'à parler de « paix longue<sup>7</sup> », une expression malgré tout contestable, eu égard aux multiples épisodes « chauds » qui émaillèrent l'histoire du système bipolaire<sup>8</sup>. Certains ont, à l'instar de Federico Romero, opté pour une approche plus pragmatique, en définissant la guerre froide comme « un affrontement enraciné dans deux idéologies irréconciliables, fondées sur une partition géographique et une dissuasion stratégique, et disputé dans une pluralité de sphères<sup>9</sup> ».

À rebours des représentations contemporaines les plus répandues, il est possible de considérer que la guerre froide a officiellement pris fin en 1989, date qui voit trois événements majeurs. Tout d'abord, l'érosion de l'édifice socialiste en Europe de l'Est, qui disparaît dans le « velours » des révolutions, puis la chute du mur de Berlin, symbole de la division Est-Ouest, le 9 novembre, et enfin, le sommet de Malte de décembre. C'est en effet à cette date que George Bush et Mikhaïl Gorbatchev se rencontrent à La Valette. Après des discussions agitées sur le *SS Maxim Gorki* secoué par les flots déchaînés de la Méditerranée – et qui est resté dans l'histoire comme le « sommet du mal de mer », les deux puissances annoncent officiellement la fin de la guerre froide.

L'historien canadien Jacques Lévesque souscrit à cette vision<sup>10</sup> : 1989 marque indubitablement un tournant majeur, qui se traduit par l'effondrement de l'empire soviétique et par la fin de la rivalité entre les deux superpuissances. Mais pour lui, cet épilogue de la guerre froide est concerté : en refusant d'employer la force pour maintenir son empire, l'Union soviétique confirme ce faisant son souhait d'ancrage à l'Occident. Ainsi, la fin de l'affrontement Est-Ouest serait-elle également à mettre au crédit des Soviétiques, dont la défaite ne serait du reste pas totale, puisqu'ils auraient été eux-mêmes acteurs du changement<sup>11</sup>. Par ailleurs, en choisissant cette limite de 1989, on met l'accent sur la dimension impériale et européenne de l'affrontement bipolaire, la fin de l'empire soviétique en Europe de l'Est marquant ainsi son terme<sup>12</sup>. Il est aussi possible de lire, à l'instar de Georges-Henri Soutou, la conférence de Paris de 1990 déjà évoquée comme fin officielle de la guerre froide. Pour l'historien, même si elle signe la défaite en Europe du modèle socialiste soviétique face à la démocratie libérale, qui s'impose alors comme norme de référence, elle entérine malgré tout l'association de l'URSS au destin du Vieux Continent : le point final mis à sa marginalisation marque par là même le terme du conflit Est-Ouest<sup>13</sup>. Le choix de ces

---

<sup>6</sup> Odd Arne Westad, *The Cold War ; A World History*, New York, Basic Books, 2017.

<sup>7</sup> John Gaddis, *The Long Peace: Inquiries into the History of the Cold War*, Oxford and New York, Oxford University Press, 1987.

<sup>8</sup> Charles S. Maier, « The Cold War as an Era of Imperial Rivalry », dans Silvio Pons, Federico Romero, *Reinterpreting the End of the Cold War. Issues, Interpretations, Periodization*, London, Frank Cass, 2005, p. 14.

<sup>9</sup> Federico Romero, « Cold War Historiography at the Crossroads », *Cold War History*, 14, 4, 2014, p. 689.

<sup>10</sup> Jacques Lévesque, 1989, *La fin d'un Empire, l'URSS et la libération de l'Europe*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995.

<sup>11</sup> Svetlana Savranskaya, Thomas S. Blanton and V. M. Zubok, (dir.), *Masterpieces of History: The Peaceful End of the Cold War in Eastern Europe, 1989*, Budapest, Central European University Press, 2010.

<sup>12</sup> Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers, Economic Change and Military Conflict From 1500 to 2000*, New York, Random House, 1987.

<sup>13</sup> Georges-Henri Soutou, *La Guerre de Cinquante Ans, les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.

deux bornes chronologiques conduit alors à dissocier quelque peu le processus de chute de l'URSS de celui de fin de la guerre froide. Comme le souligne l'historien russe Alekseï Filitov, cette dissociation est en tout cas utile pour l'analyse historique, car elle permet d'étudier les conséquences de la fin de la guerre froide sur la chute de l'Union soviétique, un impact qu'il considère pour sa part comme décisif<sup>14</sup>.

Ce n'est pas le cas d'autres chercheurs, pour lesquels ces deux dimensions sont indissociables<sup>15</sup>. En décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev fait une annonce officielle, retransmise sur les télévisions des millions de Soviétiques qui écoutent alors les derniers mots de leur président : l'URSS a cessé d'exister. Alors que le Parti communiste d'Union soviétique n'a plus de rôle dirigeant depuis 1990, l'union entre les différentes républiques socialistes qui composent l'URSS se fissure tout au long de l'année 1991, pour aboutir aux accords secrets de décembre entre les républiques de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine. Leurs dirigeants, en quittant l'Union, actent sa mise à mort. Si, à l'instar de l'historien américain Mark Kramer<sup>16</sup>, on part du principe que 1991 marque la fin de la bipolarité, on considère alors que la guerre froide était d'abord et avant tout un affrontement idéologique. La fin de l'expérience soviétique en URSS consacre dès lors la défaite du modèle socialiste soviétique, une défaite lourde et totale puisqu'elle est non seulement géopolitique, mais aussi idéologique et économique.

Ainsi, nous voyons à quel point le choix d'une borne chronologique finale conditionne l'équilibre entre vainqueur et vaincu, amplifiant ou relativisant la déroute de l'URSS et donc la place de son héritière institutionnelle, la Russie, dans les nouveaux équilibres internationaux. Une autre question occupe toutefois une place de choix dans l'historiographie de la guerre froide, celle des raisons de la fin, aussi rapide qu'inattendue, d'une bipolarité qui avait si longtemps caractérisé les relations internationales.

### **Pourquoi la guerre froide s'est-elle achevée ?**

Cette interrogation pénètre le champ des sciences politiques dès le milieu des années 1990 et polarise alors la recherche en deux courants, structuraliste et idéaliste. Un premier groupe de chercheurs<sup>17</sup> part du principe que les réformes intérieures et la nouvelle posture internationale de l'URSS dans la seconde moitié des années 1980 (renonciation à l'emploi de la force, retrait d'Afghanistan, propositions de désarmement nucléaire) étaient principalement imputables à des facteurs économiques. Ne pouvant plus tenir la course aux armements avec l'Ouest et percevant le déclin inéluctable de son système économique, l'URSS aurait été contrainte de revoir les leviers de sa puissance. Ce constat signait donc déjà l'échec de Moscou dans la compétition qui l'opposait à l'Occident capitaliste. À l'inverse, une autre approche remet en question ces conclusions et l'inéluctabilité de la déroute soviétique. Les États-Unis ont eux aussi connu, dans leur histoire, des épisodes de

<sup>14</sup> Alekseï Filitov, « The End of the Cold War and the Dissolution of the USSR », *Journal of Modern European History*, vol. 9, 3, 2011, p. 298-307.

<sup>15</sup> Mark Kramer, « Power, Politics, and the Long Duration of the Cold War », dans Silvio Pons, Frederico Romero, *Reinterpreting the End of the Cold War. Issues, Interpretations, Periodization*. London, Frank Cass, 2005.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> Citons par exemple William Wohlforth, « Realism and the End of the Coldwar », *International Security*, vol. 19, n° 3, hiver 1994-1995 ; Stephen Brooks, William Wohlforth, « Power, Globalization and the End of the Cold War », *International Security*, vol. 25, n° 3, hiver 2000-2001 ; Randall Schweller, William Wohlforth, « Power Test: Evaluating Realism in Response to the End of the Cold War », *Security Studies*, vol. 9, n° 3, 2000.

contraction économique (choc pétrolier de 1973) et de déroute militaire (Vietnam). Ces travaux insistent sur le rôle des idées<sup>18</sup> dans le revirement de Moscou du milieu des années 1980, imputable à une révolution mentale des décideurs soviétiques et à un changement générationnel<sup>19</sup>. Il faut enfin, pour ces chercheurs, envisager la fin de la guerre froide comme un processus<sup>20</sup>.

Une telle approche est rendue possible par la proximité temporelle des événements et par la publication des très nombreux mémoires d'anciens acteurs de la guerre froide<sup>21</sup>. Avec la révolution documentaire induite dans les années 1990 par l'ouverture partielle des archives du Parti communiste d'URSS (PCUS), principalement conservées au RGANI (Archives d'État russes pour l'histoire contemporaine) et au GARF (Archives d'État de la Fédération de Russie) pour la période concernée, les historiens ont désormais toute leur place dans les études sur la fin de la guerre froide. La politique de collecte et de mise en ligne de matériaux d'archives soit par diverses universités américaines (Columbia, avec le *Wilson Cold War History Project*<sup>22</sup> ; George Washington, avec le *National Security Archives*<sup>23</sup>), dans le cadre de projets coopératif entre différentes institutions (*Parallel History Project*<sup>24</sup>) ou par des fondations (Fondation Gorbatchev<sup>25</sup>), nourrit la recherche. C'est aussi le cas des nombreux projets d'histoire orale : citons par exemple le projet noué entre la Fondation Gorbatchev et l'Université américaine de Stanford. Se fondant essentiellement sur ces matériaux, la fin de la guerre froide est surtout étudiée, au mitan des années 2000, au prisme des relations entre les deux superpuissances et les États d'Europe occidentale<sup>26</sup>. C'est par ailleurs dans le champ de l'histoire des relations internationales et de l'histoire politique que l'on retrouve très logiquement le plus de travaux et de manifestations scientifiques.

Malgré tout, ce nouveau corpus présente des limites. La publication des archives et leur mise en ligne est bien entendu inestimable pour l'historien, tant en termes d'accessibilité que de gain de temps. Mais elle ne doit pas pour autant faire oublier au chercheur que certains documents ont été tronqués (c'est en particulier le cas des documents de la Fondation Gorbatchev), ont fait l'objet d'une sélection dans leur contenu pour ce qui concerne les documents publiés par les fondations

<sup>18</sup> Matthew Evangelista, *Unarmed forces, the Transnational Movement to End the Cold War*, Londres, Cornell University Press, 2002 ; Jeffrey S. Checkel, *Ideas and International Political Change, Soviet/Russian Behavior and the End of the Cold War*, New Haven, Yale University Press, 1997.

<sup>19</sup> Piotr Tcherkassov, *IMEMO : Institut Mirovoï Ekonomiki i Mejdounarodnykh Otnoshenii: portret na fone epokhi*, Moscou, Ves' Mir, 2004.

<sup>20</sup> Janice Gross-Stein, « Political Learning by Doing: Gorbachev as Uncommitted Thinker and Motivated Learner », *International Organization*, vol. 48, n° 2, printemps 1994, p. 156.

<sup>21</sup> Parmi les plus emblématiques, citons Anatoli Tcherniaïev, *My Six Years With Gorbachev*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2000 et Gueorgui Arbatov, *The System : An Insider's Life in Soviet Politics*, New York, Times Book, 1993.

<sup>22</sup> <https://www.wilsoncenter.org/program/cold-war-international-history-project> [lien consulté le 18/02/2020].

<sup>23</sup> <https://nsarchive.gwu.edu/> [lien consulté le 18/02/2020].

<sup>24</sup> Ce projet porté par des centres de recherche principalement européens et collecte des archives ayant trait à l'histoire du Pacte de Varsovie ; <http://www.php.isn.ethz.ch/lorv1.ethz.ch/index.html> [lien consulté le 18/02/2020].

<sup>25</sup> La fondation Gorbatchev est particulièrement impliquée dans la publication d'une partie de ses fonds : A. Tcherniaïev, A. Veber, V. Medvedev (dir.), *V Politburo TsK KPSS, po zapisiam Anatolia Tcherniaïeva, Vadima Medvedeva Gueorguia Chakhazarova, 1985-1991*, Moscou Alpina Business Books, 2006.

<sup>26</sup> Marie-Pierre Rey, « Europe is our Common Home, A Study of Gorbachev's Diplomatic Concept », *Cold War History Journal*, 2/4, janvier 2004 ; Leopold Nuti (dir.), *Europe and the End of the Cold War: A Reappraisal*, Oxon, Routledge, 2008.

présidentielles (Ronald Reagan Library<sup>27</sup> ou Margaret Thatcher Foundation<sup>28</sup>). En outre, on observe, en raison même de la relative proximité temporelle des événements, une confusion des genres, qui brouille parfois les lignes entre mémoire et histoire. C'est par exemple le cas des travaux de Andreï Gratchev, ancien porte-parole officiel de Mikhaïl Gorbatchev et par ailleurs auteur de nombreux ouvrages sur la chute de l'URSS et la fin de la guerre froide<sup>29</sup>, où l'auteur mobilise un certain nombre d'archives déclassifiées. Finalement, la question du terme de l'affrontement Est-Ouest n'est pas dénuée d'exploitations politiques.

### Une question politique aux résonances contemporaines

La lecture de la fin de la guerre froide au prisme d'un rapport entre vainqueur et vaincu est en l'occurrence riche d'interprétations contemporaines. Une école, aussi appelée « école triomphaliste américaine » ou *Reagan Victory School*<sup>30</sup>, met l'accent sur l'impact des pressions américaines dans la chute du système soviétique. La conférence de Paris est ainsi considérée par Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller de Jimmy Carter, comme une « capitulation soviétique » qui ne dit pas son nom, malgré l'amitié et la coopération affichées<sup>31</sup>. Pour les tenants de cette école, ce serait aussi en raison de la ligne très dure que Ronald Reagan aurait choisi de tenir dès son arrivée au pouvoir en 1981 contre « l'Empire du Mal » que l'URSS se serait effondrée. Le président américain et son équipe auraient ainsi fait le choix de la pression, en annonçant le lancement d'un projet de bouclier antimissiles, l'*Initiative de défense stratégique* (IDS), rebaptisé *Star Wars* en l'honneur du film éponyme qui connaissait alors un grand succès au box-office. Incapable de bâtir un système identique, Moscou aurait été contrainte au dialogue et aux concessions<sup>32</sup>. Cette interprétation, suivant laquelle l'URSS se serait effondrée en raison de l'action des États-Unis et que la guerre froide aurait été ainsi achevée est riche de sous-entendus. Si les États-Unis ont remporté la guerre froide, cela signifie que la Russie, héritière institutionnelle de l'URSS, doit alors être soumise à la loi des vaincus et qu'elle n'aura en conséquence que peu voix au chapitre sur les questions sécuritaires du Vieux Continent. C'est ainsi qu'en 2014, l'ambassadrice de l'ONU Samantha Powers rappelle à son homologue Vitaly Churkin que les Russes avaient perdu la guerre froide et qu'ils feraient mieux de s'en souvenir...

L'historien d'origine russe Vladislav Zubok, dans un article à charge<sup>33</sup>, remet en question cette grille de lecture, jugée trop simpliste. À l'instar d'autres confrères, parmi lesquels Jacques Lévesque<sup>34</sup>, il insiste sur la centralité du facteur Gorbatchev dans l'effondrement de l'édifice de la guerre froide. La renonciation à la force dans la conduite des relations internationales par Moscou, la levée progressive de la censure et la libération de la parole furent autant d'appels d'air lancés aux mouvements contestataires d'Europe centrale et orientale. Par ailleurs, pour Vladislav Zubok,

<sup>27</sup> <https://www.reaganlibrary.gov/archives/digital-library> [lien consulté le 18/02/2020].

<sup>28</sup> <https://www.margaretthatcher.org/archive/search.asp> [lien consulté le 18/02/2020].

<sup>29</sup> Andreï Gratchev, *Gorbachev's Gamble, Soviet Foreign Policy and the End of the Cold War*, Cambridge and Malden (MA), Polity Press, 2008.

<sup>30</sup> John Lewis Gaddis, *The United States and the End of the Cold War: Implications, Reconsiderations, Provocations*, Oxford, Oxford University Press, 1992.

<sup>31</sup> *Foreign Affairs*, Fall, 1992, vol. 72, n° 4.

<sup>32</sup> Frances Fitzgerald, *Way Out in Blue, Reagan, Star Wars and the End of the Cold War*, New York, Simon and Schuster, 2000.

<sup>33</sup> Vladislav Zubok, « Gorbachev and the End of the Cold War: Perspectives on History and Personality », *Cold War History*, 2, 2002, p. 61-100.

<sup>34</sup> Jacques Lévesque, 1989 : *La fin d'un Empire...*, op. cit.,.

Robert English<sup>35</sup> ou Archie Brown<sup>36</sup>, le projet gorbatchévien était porteur d'une véritable volonté de mettre un terme à l'affrontement Est-Ouest, autant préjudiciable à l'économie qu'à l'image de l'URSS. Qui plus est, des travaux remettent en question l'efficacité de la posture intransigeante du président Reagan vis-à-vis de l'URSS au début de son mandat. En effet, la réponse soviétique initiale aux pressions américaines ne fut pas le dialogue mais bien la position de force. C'est ce dont témoigne la décision soviétique, alors prise dans le plus grand secret mais aujourd'hui bien connue, de construire un équivalent de l'IDS, projet que Gorbatchev décidera d'abandonner peu de temps après son arrivée au pouvoir en 1985<sup>37</sup>.

Cette lecture de la fin du conflit Est-Ouest peut aussi avoir des implications politiques contemporaines. C'est tout particulièrement le cas d'un débat actuel concernant une promesse faite par les Occidentaux à Mikhaïl Gorbatchev en 1990 : l'OTAN ne s'élargirait pas d'un pouce vers l'Est. Cette promesse a été évoquée publiquement à Munich en 2007 par Vladimir Poutine<sup>38</sup> et a accouché d'une véritable controverse<sup>39</sup> qui a même pénétré la recherche historique.

En l'espèce, même l'interprétation des documents d'archives faisant mention de cette promesse suscite des débats. Les minutes des conversations entre Mikhaïl Gorbatchev, son ministre des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze et le secrétaire d'État américain James Baker en février 1990 renferment bien des garanties orales américaines allant dans ce sens. En échange de la réunification de l'Allemagne dans le cadre de l'OTAN, les Américains et leurs alliés occidentaux faisaient à Moscou la promesse que l'Alliance atlantique n'avancerait « pas d'un pouce vers l'Est ». Mais pour l'historien américain Mark Kramer, cette assurance, purement orale et qui ne fut jamais couchée sur le papier, n'avait aucun poids et n'engageait nullement Washington. D'autant que pour Kramer, « l'Est » dont il était question dans les conversations désignait le territoire de l'ex-RDA et non pas les démocraties populaires<sup>40</sup>. Pour son homologue Joshua Shiffrin, cette ligne argumentaire souffre d'incohérences. Premièrement, parce que dans la pratique diplomatique de la guerre froide, les assurances orales avaient une importance capitale : elles permettaient souvent de débloquer des négociations dans l'impasse. En somme, le *gentlemen's agreement* engageait tout autant qu'une promesse écrite. Deuxièmement, parce que si les Soviétiques refusaient l'expansion de l'Alliance vers le territoire de l'ex-RDA, il était tout à fait évident qu'ils s'opposaient *a fortiori* à son élargissement vers d'autres pays d'Europe de l'Est<sup>41</sup>. Troisièmement, parce qu'il ne fallait pas appréhender la question allemande de manière isolée : pour Moscou, il s'agissait de sacrifier la RDA en échange de son inclusion dans un système paneuropéen de sécurité plus vaste, auquel l'URSS serait associée. Depuis, la publication d'un nombre important de documents d'archives par le projet *National Security Archive* de l'Université George Washington vient conforter la thèse de

---

<sup>35</sup> Robert D. English, *Russia and the Idea of the West, Gorbachev, Intellectuals and the End of the Cold War*, New York, Columbia University Press, 2000.

<sup>36</sup> Archie Brown, *The Gorbachev Factor*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

<sup>37</sup> David Hoffman, *The Dead Hand. Reagan, Gorbachev and the Untold Story of the Cold War Arms Race*, Londres, Icon Books, 2011.

<sup>38</sup> <http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/24034> [lien consulté le 18/02/2020].

<sup>39</sup> Le site officiel de l'OTAN oppose ainsi des contre-arguments aux affirmations russes.

<sup>40</sup> Mark Kramer, "The Myth of a No-NATO-Enlargement Pledge to Russia", *The Washington Quarterly*, 32/2, 2009.

<sup>41</sup> Joshua Shiffrin, « Deal or No Deal ? The End of the Cold War and the US Offer to Limit NATO expansion », *International Security*, vol. 40, n° 4, printemps 2016, p. 7-4.

Shiffrinson. Mais Gorbatchev aurait fait l'erreur de ne pas demander de garantie écrite, ce qui rendait cette promesse invalide au plan international<sup>42</sup>.

Finalement, les analyses de la fin de la guerre froide, comme de son début, ont souvent été sujettes à interprétations<sup>43</sup>. L'historiographie anglo-saxonne a ainsi longtemps été divisée au sujet des raisons de l'entrée en guerre froide, entre les tenants de la responsabilité soviétique, dont le chef de file était l'historien John Lewis Gaddis<sup>44</sup>, et ceux qui pointaient l'action américaine, en particulier le plan Marshall de 1947 (citons ici les travaux de Melvyn Leffler<sup>45</sup>). Toujours est-il que sans remettre en question l'apport certain de ces nombreux travaux, il convient à présent de dépasser la question du « pourquoi » et de s'interroger sur le « comment » du terme du conflit Est-Ouest. Ici, la mobilisation du concept de « sortie de guerre froide » peut s'avérer précieuse pour mieux appréhender les mécanismes de cette question complexe et pour dépasser des bornes chronologiques parfois figées et artificielles.

## **Pour une histoire de la sortie de guerre froide. Un concept nouveau pour de nouvelles approches**

### **Le concept de « sortie de guerre »**

Le concept de « sortie de guerre » a été élaboré par les historiens de la Grande Guerre<sup>46</sup> mais il est aujourd'hui étendu à d'autres périodes<sup>47</sup>. Se voulant le pendant de celui d'« entrée en guerre<sup>48</sup> », il a l'avantage de proposer une approche plus dynamique des phases finales de conflits, les appréhendant comme des processus dépassant l'arrêt officiel des hostilités<sup>49</sup>. Car le silence des armes n'éloigne pas nécessairement le spectre de la guerre qui, pour laisser place à la paix, exige une étape transitionnelle plus ou moins longue. La « sortie de guerre » rend au demeurant à la guerre, qui n'est pas seulement une affaire diplomatique ou purement militaire, son caractère multidimensionnel. Pour sortir de la guerre, il faut en effet reconvertir l'appareil productif, démobiliser les hommes, penser aux caractéristiques de ce qui pourra être considéré comme une paix durable<sup>50</sup> : la guerre, qui pénètre tous les champs de la société et de l'économie, doit ainsi en être progressivement

<sup>42</sup> <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2017-12-12/nato-expansion-what-gorbachev-heard-western-leaders-early> [lien consulté le 18/02/2020].

<sup>43</sup> Justine Faure, « De la Grande Alliance à l'affrontement armé Est-Ouest (1944-1950) : origines de la Guerre froide et débats historiographiques », *Histoire@Politique*, n° 3, en ligne : novembre-décembre 2007, <https://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=pistes&item=7> [lien consulté le 18/02/2020].

<sup>44</sup> John Lewis Gaddis, *We Know Now : Rethinking Cold War History*, New York, Oxford UP, 1997.

<sup>45</sup> Melvyn Leffler « The Cold War : What Do "We Now Know" », *American Historical Review*, avril 1999, p. 501-524.

<sup>46</sup> Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.

<sup>47</sup> François Pernot et Valérie Toureille (dir.), *Lendemain de guerre... De l'Antiquité au monde contemporain : les hommes, l'espace et le récit, l'économie et le politique*, Berne, Peter Lang, 2010.

<sup>48</sup> Jean-Jacques Becker, « Entrées en guerre », dans Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *L'Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p. 193-220.

<sup>49</sup> Cosima Flateau, « Les sorties de guerre. Reconstructions nationales et recompositions territoriales », *Cahiers Sirice*, n° 17, novembre 2016.

<sup>50</sup> Jacques Frémeaux et Michèle Battesti (dir.), *Sortir de la guerre*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2014.



effacée. Par ailleurs, comme le soulignent Bruno Cabanes et Guillaume Piketty<sup>51</sup>, ce concept permet de dépasser l'« après-guerre » de l'histoire diplomatique, qui voudrait que la violence s'estompe à mesure que le conflit s'éloigne<sup>52</sup>.

Les deux historiens évoquent au contraire une « lente déprise de la guerre », période souvent agitée, caractérisée par de nouveaux embrasements à d'autres échelles. Malgré la conclusion d'une paix négociée entre deux ou plusieurs anciens ennemis, leur compétition peut néanmoins se poursuivre sur d'autres théâtres, par l'intermédiaire de « proxys<sup>53</sup> », dans des conflits de basse intensité<sup>54</sup>. De surcroît, la fin des hostilités n'efface pas immédiatement l'image négative de l'ennemi forgée en temps de guerre. Cette dimension, qui touche au domaine des représentations, ne doit pas être éludée dans l'étude des sorties de guerre. L'historien américain John Horne a ainsi employé le terme de « démobilisation culturelle » pour évoquer le lent processus de réhabilitation de l'ennemi, tant au plan des relations internationales qu'au plan social<sup>55</sup>. C'est donc essentiellement pour traiter de la période complexe de l'« entre-deux », où les traces du conflit imprègnent toujours les sociétés et que la paix n'est pas encore advenue, que le concept de « sortie de guerre » peut être utilement mobilisé.

### Des sorties de guerre froide

Pour ce qui a trait aux guerres contemporaines, caractérisées par un certain flou quant au déclenchement et à la fin des hostilités, et ce d'autant plus pour la guerre froide, cette approche est particulièrement adaptée<sup>56</sup>. Elle permet, d'une part, d'envisager le terme de la guerre froide comme un processus qui, certes englobe, mais aussi dépasse, sa fin symbolique de 1989, sa conclusion « juridique » du traité de Paris de 1990, et même la chute de l'URSS fin 1991. En considérant la dynamique de décomposition de l'URSS et la sortie de guerre froide non pas comme une seule et même réalité, mais plutôt comme deux trajectoires voisines ayant chacune sa propre temporalité, permet d'étudier leurs interactions. Dans quelle mesure la sortie de guerre froide accélère-t-elle l'effondrement de l'URSS ? Comment la nouvelle Russie, née de ses décombres, gère-t-elle cette sortie de guerre et sa réintégration au système-monde ? De plus, suivant les secteurs lancés dans l'arène de la compétition Est-Ouest, la sortie de guerre froide, qui se traduit aussi par la définition d'un nouveau rapport de force entre les deux anciens ennemis, n'a pas le même rythme. Pour François Géré, au plan stratégique, le terme de ce processus interviendrait non pas en 1989 ou 1991, mais plutôt au milieu des années 1994 et 1995<sup>57</sup>, période qui voit la confirmation du maintien de l'OTAN, avec ses annonces d'élargissement en 1994, et la prolongation du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1995. Cette approche conceptuelle présente également un autre intérêt : celui de quitter le prisme diplomatique centré sur la seule compétition entre les deux superpuissances.

<sup>51</sup> Bruno Cabanes, et Guillaume Piketty. « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, n° 3, novembre-décembre 2007, en ligne : <https://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=dossier&item=22> [lien consulté le 18/02/2020]..

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 4

<sup>53</sup> On peut traduire le terme anglais de « proxy » par le terme de « délégué », en référence au « proxy wars » guerres par procuration.

<sup>54</sup> François Géré, « La manœuvre de sortie de guerre », *Revue historique des armées*, 245, 2006, 62-77.

<sup>55</sup> John Horne, « Démobilisations culturelles après la Grande Guerre », dans *14-18, Aujourd'hui, Today, Heute*, Paris, Éditions Noésis, mai 2002, p. 45-53.

<sup>56</sup> Cosima Flateau, « Les sorties de guerre. Une introduction », *Les Cahiers Sirice*, vol. 17, n° 3, 2016, p. 5-14.

<sup>57</sup> François Géré, « La manœuvre de sortie de guerre », *op. cit.*

« Froide » entre les deux principaux protagonistes, qui ne pouvaient pas s'affronter directement étant donné le facteur nucléaire, la guerre se jouait par procuration<sup>58</sup> sur d'autres théâtres, où elle était bien souvent « chaude » : la guerre civile en Angola (1975-1992 ; 1992-2002) ou le conflit en Afghanistan (1979-1989) en sont les exemples les plus emblématiques. Ce concept, qui permet de faire ressortir les caractéristiques spécifiques à chaque conflit, rend donc à la guerre froide son caractère global, à la fois au plan géographique, mais aussi en ce qui concerne les secteurs engagés dans la compétition Est-Ouest. Comme le souligne l'historien norvégien Odd Arne Westad<sup>59</sup>, il est nécessaire d'envisager des approches plurielles et des histoires de la guerre froide<sup>60</sup>. Il faut donc affiner les rythmes de sortie de guerre froide, qui ne sont pas les mêmes, suivant les théâtres et les secteurs. Aussi devrait-on plutôt parler de « sorties de guerre froide » pour mettre l'accent sur les multiples mécanismes de déprise de la guerre. L'ouvrage pionnier édité par Artemy Kalinovsky et Serguey Radchenko<sup>61</sup> propose de quitter l'approche strictement bipolaire pour s'intéresser aux conséquences de la fin de l'affrontement Est-Ouest sur les conflits locaux. C'est aussi le cas des travaux de Louise Fawcett et de Yezid Sayigh, s'intéressant plus particulièrement au continent africain<sup>62</sup>. Par ailleurs, le concept de sortie de guerre froide permet de repenser l'équilibre entre vainqueurs et vaincus selon les échelles, les théâtres et les secteurs. Comme le souligne Westad, le bilan de l'action des États-Unis dans le Tiers Monde est tout aussi négatif que celui de l'URSS et incite à s'éloigner de tout triomphalisme, puisqu'en l'espèce, l'action américaine a « dévasté de nombreuses sociétés<sup>63</sup> ».

Il est également intéressant d'étudier la déprise de la guerre au sein des différents secteurs engagés dans l'affrontement bipolaire. Ainsi, les deux superpuissances, bien que ne s'étant jamais affrontées directement, se sont cependant constituées un arsenal militaire sans précédent. L'étude de la démobilisation des troupes soviétiques des territoires des anciennes républiques de l'URSS ou de ses anciens satellites peut s'avérer particulièrement intéressante pour nuancer la chronologie et appréhender les diverses dimensions de cette sortie de guerre froide : humaine, militaire, internationale, logistique, etc. Différentes études ont posé des premiers jalons qu'il conviendrait d'approfondir : on peut ici évoquer les travaux de l'historienne allemande Silke Satjukow<sup>64</sup> ou la passionnante thèse de Piotr Woloszyn. Les deux historiens abordent la question de la démobilisation des troupes soviétiques au prisme des rapports ambivalents qu'entretiennent les populations civiles allemandes et les militaires<sup>65</sup>. Perçue comme le reliquat d'une forme d'occupation dont on souhaiterait tourner la page en ex-RDA, la présence militaire soviétique suscite

<sup>58</sup> Andrew Mumford, *Proxy Warfare*, Cambridge, Cambridge Polity Press, 2013.

<sup>59</sup> Odd Arne Westad, *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of Our Times*, New York, Cambridge University Press, 2005.

<sup>60</sup> Odd Arne Westad, « Exploring the Histories of the Cold War. A Pluralist Approach », dans Joel Isaac, Duncan Bell, *Uncertain Empire : American History and the Idea of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 51-59.

<sup>61</sup> Artemy Kalinovsky, Sergey Radchenko, *The End of the Cold War and the Third World*, Londres, Routledge, 2011.

<sup>62</sup> Louise Fawcett, Yezid Sayigh, *The Third World Beyond the Cold War: Continuity and Change*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

<sup>63</sup> Odd Arne Westad, *The Global Cold War...*, op. cit., p. 404

<sup>64</sup> Silke Satjukow, *Besatzer. Die "Russen" in Deutschland 1945 bis 1994*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2008.

<sup>65</sup> Piotr Woloszyn, *Nebeneinander, Miteinander, Gegeneinander ? Das Stationierte sowitische Militär une die Zivilbevölkerung in der DDR und in Polen*, thèse de doctorat de l'Université européenne de Viadrina, Frankfurt (Oder), 2015.

heurts et tensions au niveau local, entre 1989 et 1994. Mais elle donne également lieu à des formes de solidarités ou d'échanges, qui se matérialisent aussi bien dans le domaine festif par exemple, par l'assistance aux soldats ou la mise en place de réseaux d'économie parallèle qui fleurissent alors. Plus généralement, le processus de démobilisation est intéressant en ce qu'il transcende la chute de l'URSS et va de pair avec la redéfinition des équilibres internationaux sur le Vieux Continent. Débuté dès 1990 pour le cas du retrait des troupes soviétiques de RDA, il s'achève en 1994.

Il peut également être utile de se pencher sur le volet culturel de la démobilisation et sur le travail – ou l'absence de travail, de déconstruction de la figure de l'ennemi. Durant le conflit Est-Ouest, la fabrication de l'ennemi, par essence simplifiée et caricaturale, participe du processus de légitimation de l'action politique. L'ennemi, clairement identifié, est porteur de valeurs négatives et forge les représentations sociales<sup>66</sup>. Pour Denise Jodelet<sup>67</sup>, ces représentations, alimentées par les médias et les discours, sont essentielles, puisqu'elles organisent autant les comportements sociaux et qu'elles forgent une lecture particulière du monde. Certaines études ont abordé la question de la redéfinition de la figure de « l'autre » dans le cinéma<sup>68</sup> durant les années 1980 et au début des années 1990, mais là encore, de nouvelles perspectives de recherches peuvent être ouvertes. Il faudrait aussi envisager les rythmes et les temporalités de ce processus de déconstruction. Du côté soviétique, les précieux travaux de l'anthropologue Alexeï Yurchak ont ainsi montré que s'opérait, au sein de la population, une redéfinition positive de l'imaginaire associé à « l'Ouest » dès le milieu des années 1970<sup>69</sup>. Avec l'ouverture sous contrôle du pays au monde, les échanges se font plus denses de part et d'autre d'un rideau de fer qui se fissure quelque peu. L'adoption de certaines formes culturelles occidentales (jazz, puis rock, mode vestimentaire) ou encore la diffusion de films étrangers en Union soviétique, participent de la construction d'un Ouest par ailleurs largement mythifié. Côté américain, le stimulant ouvrage de Jon Wiener sur les traces de la guerre froide aux États-Unis<sup>70</sup> montre une absence criante de toute forme de mémoire associée au conflit Est-Ouest sur le sol national révélatrice de l'absence d'un travail de déconstruction de la figure de l'ennemi à la suite d'une guerre considérée comme gagnée.

## **Jalons pour une histoire internationale de la sortie de guerre froide**

En définitive, l'examen de la gestion du versant international du processus de sortie de guerre froide entre les deux principaux protagonistes, URSS et États-Unis, peut contribuer à renouveler certaines approches. Il s'agit en effet d'une sortie de guerre « par le bas », avec, d'un côté, un ménagement très net du vaincu, étant donné l'arsenal nucléaire soviétique, de l'autre, une tentative des États-Unis de pousser leur avantage au maximum<sup>71</sup> (c'est ce que Charles Krauthammer appellera dès 1991 le

<sup>66</sup> Howard F. Stein, « Psychological Complementarity in Soviet-American Relations », *Political Psychology*, vol. 6 n° 2, 2, 1985, p. 257.

<sup>67</sup> Denise Jodelet (dir.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, « Sociologie d'aujourd'hui », 2003.

<sup>68</sup> Frédérique Ballion, *La représentation de l'ennemi dans le cinéma étasunien : de l'après-guerre à la chute du mur de Berlin*. *Science politique*, thèse soutenue à l'Université de Bordeaux, 2014. Français.

<sup>69</sup> Alexeï Yurchak, *Everything Was Forever, Until it Was no More. The Last Soviet Generation*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2006.

<sup>70</sup> Jon Wiener, *How We Forgot the Cold War : a Historical Journey Across America*, University of California Press, 2012.

<sup>71</sup> François Géré, « La manœuvre de sortie de guerre », art. cit., p. 62-77.

« moment unipolaire<sup>72</sup> »). Comment pense-t-on alors la paix<sup>73</sup>, la place de la Russie dans le nouvel édifice sécuritaire européen au sortir de la guerre froide ? L'examen de cette question permettrait de dépasser les interprétations quelque peu artificielles, faisant un saut entre 1990 et aujourd'hui et passant outre tous les débats, plans ou réflexions autour de la refonte de l'architecture sécuritaire européenne telle qu'elle fut envisagée dans la première moitié des années 1990. Les premiers jalons de ce champ de recherche ont été posés par Mary Elise Sarotte<sup>74</sup>, qui utilise l'expression de « modèle préfabriqués » pour décrire le nouveau système de sécurité européen tel qu'il est envisagé par ses concepteurs, favorables à une expansion de l'alliance atlantique porteuse d'un imaginaire négatif très lourd pour les Russes, plutôt qu'enclins à envisager un nouveau modèle qui aurait permis de sortir définitivement de la guerre froide et des représentations qui lui sont associées. C'est ce que souligne également William H. Hill dans son ouvrage au titre évocateur (*No place for Russia*)<sup>75</sup>, retraçant la mise en place d'un nouvel ordre euro-atlantique durant les années 1990.

Aujourd'hui, de nombreux corpus d'archives mériteraient d'être défrichés. Près de trente ans ont passé, la mémoire doit désormais céder la place à l'histoire. Bien sûr, les déclassifications demeurent encore limitées par la relative proximité temporelle. Mais même en ce qui concerne les questions diplomatiques, des sources peuvent être mobilisées. Pensons par exemple aux archives du Conseil de l'Europe ou de l'OSCE, des documents abrités par les fondations présidentielles (Fondation Eltsine, Fondation Clinton). La proximité temporelle rend en revanche possible le recours à l'entretien ou à l'enquête de terrain, en particulier pour des questions ayant trait à la démobilisation militaire. En somme, l'interrogation du temps au prisme d'une autre grille de lecture permet de mettre au jour un nouveau champ de recherche et d'envisager aussi une histoire du post-soviétisme : la sortie de guerre froide est un processus transitionnel qui ne cesse pas nécessairement en 1991. Le long passage de la guerre à la paix ne se fait pas sans heurts et ne marque en aucun cas, pour reprendre le titre d'un ouvrage qui a fait couler beaucoup d'encre, une quelconque « fin de l'histoire<sup>76</sup> ».

---

<sup>72</sup> Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, 70, 1, 1991, p. 23

<sup>73</sup> Jean-Michel Guieu, *Gagner la paix : 1914-1929*, Paris, Seuil, 2018.

<sup>74</sup> Mary Elise Sarotte, *1989 : The Struggle to Create Post-Cold War Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

<sup>75</sup> William H. Hill, *No Place for Russian. European Security Institutions Since 1989*, New York, Columbia University Press, 2018.

<sup>76</sup> Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 2019.